



Centre d'Appui au Renforcement
de la Société Civile et la Bonne
Gouvernance en R.D. Congo

Institut pour la Reconstruction
de la Société Congolaise

PROGRAMME GOUVERNEMENTAL DE
TRANSFORMATION DE L'ÉTAT, DE L'ÉCONOMIE
ET DE LA SOCIÉTÉ (PGTEES)

Programme Gouvernemental
d'Urgence Post-Conflict en
R.D. Congo

Durée : 2026 – 2030

Contacts



carsocasbl@yahoo.com
carsoc@changeconcordc.org



+243 815 733 053
+1 (514) 243 2751

avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa, R.D. Congo

CP 10017 Longueuil, CP Curé-Poirier,
Québec J4K 0B3 Canada



www.changeconcordc.org

I- JUSTIFICATION

1. Le document « Agenda d'un Choc Systémique en R.D. Congo pour Transformer l'État, l'Économie et la Société » (téléchargeable sur www.changecongodc.org) est proposé comme « Programme gouvernemental d'urgence post-conflit » à mettre en œuvre par le Gouvernement qui découlerait du dialogue inclusif à venir (2026). Ce document a déjà été soumis aux principaux acteurs politiques qui pourraient constituer ce gouvernement (actuellement au pouvoir ou dans l'opposition politique comme armée). Il a également été transmis aux principaux acteurs de la société civile, notamment ceux engagés à faire advenir ce dialogue inclusif (dirigeants de la CENCO et de l'ECC, secrétariat du Pacte Social pour la Paix) afin de l'inscrire aux débats pour son adoption éventuelle par les parties.
2. Ce document propose des actions pertinentes à mettre en œuvre à court terme (trois ou quatre années) pour relancer la reconstruction de la RDC et améliorer rapidement tant soit peu les conditions de vie de ses populations. L'ensemble des actions qui y figurent offre une approche holistique et intégrée visant à induire un choc systémique à la Nation Congolaise comme condition de possibilité de sa reconstruction efficace après cette période intérimaire.
3. Les priorités du prochain gouvernement post-conflit, à en croire les cahiers de charge de différents acteurs politiques qui s'expriment, seraient d'instaurer les conditions politico-institutionnelles de restauration de l'État de droit, d'organisation prochaine d'élections crédibles ainsi que de recouvrement de l'intégrité et de sécurisation du territoire national. Bien que ces priorités soient pertinentes, elles ne seront pas suffisantes pour conquérir l'adhésion populaire si les besoins pressants et concrets des Congolais en matière de qualité de la gouvernance publique, de pauvreté économique et de conditions sociales de vie ne font pas l'objet d'une priorité égale.
4. Pour aider les ministres respectifs du prochain gouvernement post-conflit à être fonctionnels et efficaces dès leur entrée en fonction dans la mise en œuvre de ce programme, un effort d'opérationnalisation de différentes propositions formulées mérite d'être fourni en amont de l'arrivée de ce gouvernement. Il s'agit d'approfondir chaque proposition de ce programme, de collecter les informations pertinentes sur sa mise en œuvre efficace et de formuler des décisions, actions, chronogrammes, coûts, sources de financement, ... y afférents.

5. Les tâtonnements des derniers gouvernements de la RDC en matière de politiques publiques (conception et mise en œuvre) renseignent à suffisance sur l'absence de programme gouvernemental au sein des organisations politiques congolaises tout comme sur l'incompétence généralisée et la destruction des capacités dans l'appareil étatique. Il serait donc improductif si le gouvernement d'union nationale à venir se retrouvait sans programme cohérent, détaillé, prêt à l'emploi par chaque ministre dans son domaine et permettant une coordination efficace par le chef du gouvernement.

II- PILIERS DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL D'URGENCE POST-CONFLIT

6. Le Programme gouvernemental d'urgence post-conflit est construit sur les neuf piliers ci-après qui demandent à être opérationnalisés suivant les propositions formulées dans le document « Agenda d'un Choc Systémique en R.D. Congo pour Transformer l'État, l'Économie et la Société » qui lui sert de soubassement conceptuel :

1. Changer (la qualité de) l'homme congolais

7. Il y a aujourd'hui unanimité autant chez les élites que chez le congolais lambda sur le fait que c'est la « qualité » de l'homme congolais qui est la source de tous les maux dont souffre le pays. Les Congolais appellent ainsi majoritairement à changer l'homme congolais.
8. Changer la « qualité d'homme » des congolais requiert d'adopter une approche visant à induire un choc systémique dans le pays. Car l'homme congolais est devenu à travers le temps prisonnier d'un système (de prédation) qui l'oblige à adopter, chacun dans sa « parcelle » de pouvoir, des comportements prédateurs. Courcircuiter ce système est essentiel pour induire une révision des modèles mentaux (croyances/ attentes) des acteurs et, consécutivement, modifier leurs comportements. Tous les chapitres du document reviennent sur cet enjeu.

II. Réaffirmer l'autorité de l'État

9. Un autre constat qui fait l'unanimité en RDC est l'absence totale (de l'autorité) de l'État en matière de promotion de l'intérêt général. Comment restaurer cette autorité est une des questions traitées. Des applications concrètes sont proposées en matière d'assainissement des milieux de vie, de réduction des embouteillages à Kinshasa (et autres grandes villes), de promotion de la santé et sécurité en milieux urbains, de réduction du coût de la vie et d'accroissement de l'efficacité des administrations publiques.

III. Refonder la qualité de la gouvernance

10. La gouvernance de qualité est l'opposé de corruption, clientélisme, favoritisme, discrimination, patronage, népotisme, ... dans la mise en œuvre des politiques publiques. Refonder la qualité de cette gouvernance requiert la mise en œuvre de diverses actions complémentaires proposées par ce programme.

IV. Reconstruire l'administration publique

11. Quels sont les services que rendent encore aujourd'hui les administrations publiques congolaises à la fois aux citoyens et à l'État? Répondre à cette question, c'est conclure qu'il faut déconstruire l'appareil administratif congolais actuel pour le reconstruire sur base de nouveaux critères d'efficacité du management public.

V. Secouer le système judiciaire

12. Le système judiciaire congolais est à soumettre au même questionnement ci-dessus formulé à propos de l'administration publique. La conclusion est également identique.

VI. Combattre efficacement la corruption

13. Comment sortir du mimétisme dans la lutte contre la corruption comme cela se fait actuellement, pour se donner les moyens adéquats de combattre efficacement le type spécifique de corruption qui y règne, c'est-à-dire la corruption institutionnalisée et systémique? Des propositions d'actions concrètes sont formulées.

VII. Programme intérimaire de relance socio-économique

14. Comment réduire rapidement le chômage et la pauvreté de masse, prévenir et désintéresser les individus d'entrer dans des groupes armés, rééduquer l'homme congolais à la discipline, résorber les effectifs pléthoriques de l'administration publique et du système éducatif, relancer les productions locales et la reconstruction des infrastructures essentielles, améliorer l'employabilité de la main-d'œuvre, ... ? Le programme intérimaire de relance socio-économique proposé apporte des réponses à toutes ces questions en fondant l'action gouvernementale sur trois piliers interconnectés : la formation professionnelle, les investissements économiques pour mettre directement au travail les personnes formées afin de relancer les productions locales et reconstruire les infrastructures essentielles et, enfin, les mesures d'urgence pour réduire le coût de la vie.

VIII. Secouer les habitudes individuelles et les mœurs sociales établies

15. Des habitudes individuelles et mœurs sociales établies sont la traduction, en aval, de la qualité d'homme des Congolais. Si la stratégie de choc systémique est destinée à induire, en amont, la révision par les Congolais de leurs modèles mentaux pour aboutir à des choix différents de comportements, il faut également s'atteler à déconstruire leurs conséquences qui sont en vigueur aujourd'hui en termes d'habitudes individuelles et mœurs sociales qui sont susceptibles de compromettre d'autres efforts de redressement national.

IX. Rebâtir l'éducation nationale

16. Le dernier pilier de ce programme comprend la formulation de quinze propositions spécifiques pour rebâtir l'éducation nationale. Tout un chantier qu'il suffira au prochain ministre de l'éducation nationale de faire avancer le plus loin qu'il le pourra.

